

Communiqué de presse
Berne, le 23 mars 2015

Les profils d'exigences – une aide importante pour le bon choix professionnel

De nombreux jeunes ont du mal à trouver le métier qui leur convient. Selon les branches, jusqu'à 30% des jeunes rompent leur contrat d'apprentissage pour changer d'apprentissage ou d'entreprise. Une minorité abandonne l'apprentissage. Un projet de l'usam et de la CDIP a permis de développer une nouvelle aide à l'orientation. Les profils d'exigences montrent à quel point certaines connaissances scolaires sont essentielles pour le monde professionnel, lorsqu'une personne souhaite entamer un apprentissage dans une profession définie. Les profils d'exigences aident les jeunes, les parents, l'école et les conseillers en orientation professionnelle à guider les futurs apprentis vers les métiers qui leur conviennent.

Grâce aux profils d'exigences, nous disposons pour la première fois d'une présentation systématique de (presque) toutes les professions avec les exigences scolaires requises. « Le choix professionnel doit se baser sur des appréciations réalistes. Les jeunes et leur entourage doivent pouvoir juger ce qui est demandé dans quel métier et les compétences qu'ils doivent posséder », explique le directeur de l'usam, Hans-Ulrich Bigler, qui résume ainsi la plus-value apportée par les profils d'exigences. « Ce n'est qu'en parvenant à guider les jeunes talents vers le métier qui leur convient que nous pourrons réduire le nombre de ruptures d'apprentissage et former davantage de personnel qualifié. » À ce propos, il faut souligner que ces exigences n'ont pas été définies de manière théorique derrière un bureau, mais qu'elles sont issues des entreprises et des branches elles-mêmes.

Les profils d'exigences se prêtent à la comparaison des formations professionnelles initiales. Quelles sont les compétences importantes dans le monde du travail pour une formation donnée ? Comment peuvent-elles être utilisées dans la profession ? Quelle est par exemple l'importance des capacités motrices ou des compétences sociales ? « Nous essayons de trouver un langage commun entre l'école et l'économie lorsque nous parlons d'interface entre l'école obligatoire et la formation professionnelle. En ce sens, cet outil nous a permis de faire un grand pas en avant », souligne le conseiller d'État Christoph Eymann, président de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Dans un projet ultérieur, la CDIP souhaite établir un lien entre les profils et certains objectifs et descriptifs de compétences formulés dans les plans d'études.

« Les exigences imposées à un relieur ne sont pas les mêmes que celles pour un polygraphe ou un technologue en impression. Avec les profils d'exigences, nous pourrons désormais montrer aux futurs apprentis, au moyen de comparaisons, les conditions qu'ils doivent remplir selon les domaines, explique Peter Theilkäs, responsable de la formation pour l'organisation interprofessionnelle de l'industrie graphique Viscom. « Les jeunes obtiennent des données fiables. Et nous avons tout intérêt à trouver par ce biais des candidates et candidats adéquats pour nos places d'apprentissage. » Les profils d'exigences permettront donc aussi aux maîtres d'apprentissage et aux différentes entreprises d'y voir plus clair sur ce qui peut être exigé et ce à quoi ils peuvent s'attendre.

Pour de plus amples informations

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam, tél. 031 380 14 14, mobile 079 285 47 09

Service de presse Secrétariat général CDIP, presse@edk.ch, tél. 031 309 51 11

Peter Theilkäs, responsable du département formation professionnelle, vice-directeur Viscom – swiss print & communication association, responsable de la formation Viscom, tél. 058 225 55 21, mobile 079 628 98 86

Walter Goetze, chef de projet « Profils d'exigences scolaires pour la formation professionnelle initiale », tél. 043 388 34 00, mobile 079 357 44 06

Numéro 1 des PME suisses : En tant que plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'usam représente 250 associations et quelque 300 000 entreprises.